

STOCAMINE

Concertation publique « foutage de gueule ! » ACTE 2 à Wittenheim !

Après Wittelsheim, « l'opération enfumage » -qui a échoué le 17/12/2013 !- se poursuit ce soir avec en vedette américaine l'inénarrable trio Wattissée – Rollet – Dorison secondé par une palette de bureaux d'études qui, encore une fois, vont essayer de nous vendre leurs 5 scénarios n'ayant qu'un seul objectif : faire traîner le plus longtemps possible la mise en œuvre de **l'unique solution préconisée par la Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 et l'Arrêté préfectoral du 3 février 1997, la RÉVERSIBILITÉ : « *En cas d'accident ou de fermeture, les déchets doivent être retirés* » !**

Rappelons juste qu'il y a une trentaine d'années, les mêmes bureaux d'études et Cie, animés par le même corps des Ingénieurs des Mines, avec à leur tête M. Streckdenfinger, avaient juré, promis, craché qu'au grand jamais un accident, incendie ou autres pourraient arriver, que tout avait été calculé, mesuré, et que même l'impossible avait été prévu !

On sait ce qu'il en est advenu à peine 4 ans après la mise en service de Stocamine : l'incendie improbable, impossible éclatait dans le stockage...

30 ans plus tard, ce sont à peu près les mêmes –seuls les noms des bateleurs de scène ont changé- qui reviennent nous jouer la même comédie : toutes les garanties sont données, tous les calculs ont été faits !!!

- La bentonite retiendra les eaux de ruissellement, 1000 ans au moins clamera l'un, sans crainte d'être démenti un jour puisqu'il ne sera plus là depuis belle lurette !
- Un autre de ses comparses renchérira : même si par extraordinaire l'eau venait au contact des déchets, ceux-ci auraient déjà tellement perdu de leur toxicité qu'il n'en résulterait aucun dommage pour la nappe phréatique !!! Encore un peu cela améliorerait ses qualités !
- Le suivant nous achèvera par sa sentence définitive clamant qu'il n'y a pas le moindre risque sismique grave dans les 500 prochaines années et qu'il n'y a aucun danger de ce côté là ! On pourrait rire qu'un tel argument soit employé par quelqu'un de prétendu sérieux quand on sait qu'aujourd'hui pas un seul scientifique au monde ne peut prévoir ni l'heure, ni le lieu où un tremblement de terre se produira et encore bien moins évaluer sa magnitude !

Chacun l'aura compris : on ne peut leur accorder le début du commencement du moindre crédit !

Par contre, curieusement, ils passent volontiers sous silence l'avis d'un ingénieur suisse du Cabinet BGM qui estime que : « *Le déstockage est techniquement possible, mais pas sans risques* ». Aucune personne un tant soit peu sérieuse, ne prétendrait le contraire ! Là où il y a un travail, il y a nécessairement un risque et, dans le cas présent encore plus du fait même des tergiversations, depuis 10 ans, de nos pseudos responsables !

Cette position vient renforcer l'avis de M. Marcos Buser qui préconise le retrait total de tous les déchets. Il l'a chiffré à 60 millions d'euros !

Il est le seul qui, dans la pratique, a concrètement assaini des lieux chargés de produits toxiques et dans des conditions proches de Stocamine, au contraire de « nos ingénieurs » qui n'ont exercé leur pseudo-compétence que sur le papier dans le confort de leurs bureaux !

Les 60 M€ de M. Buser sont à comparer aux 149 –sans doute insuffisants- dont nos pseudos experts estiment avoir besoin pour sortir un peu de déchets et laisser le reste au fond.

Même si demain M. Buser se propose de sortir personnellement les déchets à la petite cuillère en ne demandant pas un cent et au contraire verserait 60 M€ pour prouver qu'il a raison, ce serait NON et NON et encore une fois NON !

En fait, Rollet-Dorison-Wattissée et Cie refusent avec la dernière énergie la solution de M. Buser pour la simple raison qu'il leur est impossible d'admettre que le brillant corps des Ingénieurs des Mines ait tort !

Dans toute entreprise privée digne de ce nom des techniciens qui s'aviseraient de conseiller à leur patron une solution à un problème donné pour la bagatelle de 149 M€ alors qu'une autre à 60 M€ est possible seraient rapidement remerciés !

Il est invraisemblable qu'une poignée « d'austères personnages » imposent à l'Etat, donc à nous contribuables, de gaspiller inutilement des dizaines de millions d'euros pour résoudre partiellement un problème alors qu'une solution totale et définitive est possible à moindre coût !

A ce stade, une autre question se pose : sont-ce nos élus qui commandent ou la technostructure ? Après tout, les élus ont unanimement demandé que tous les déchets soient sortis et que c'est techniquement possible !

Il serait donc urgent que les politiques exercent clairement leurs responsabilités en prenant immédiatement les décisions qui s'imposent !

Si la solution partielle à 149 M€ devait prévaloir, nous ne serions plus dans un Etat de droit, mais dans une république bananière...